

Dans ce numéro

L'armée algérienne aurait déjoué un plan de redéploiement du groupe terroriste Al-Qaïda au Maghreb islamique...
(Page 2)

Selon Der Spiegel, huit membres du FSB seraient impliqués dans l'empoisonnement d'Alexeï Navalny...
(Page 3)

La présence grandissante de membres du Parti communiste chinois dans de grandes entreprises étrangères inquiète...
(Page 4)

Arrestation d'un employé grec du consulat turc de Rhodes accusé d'espionnage...
(Page 5)

Quatre militaires soudanais tués dans une embuscade à la frontière éthiopienne...
(Page 6)

En République tchèque, mise en ligne d'un nouveau site destiné à lutter contre la désinformation liée au coronavirus...
(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Au Mozambique, la plupart des commandants des islamistes d'Al-Shabaab seraient des Tanzaniens...

Selon Felipe Nyusi, le prédicateur tanzanien Abdul Shakulo a lancé l'organisation islamiste Al-Shabaab dans le Cabo Delgado en 2012 et elle n'a aucun lien avec les shabaab de Somalie. Le président mozambicain a expliqué que la plupart des commandants sont des Tanzaniens, même si la majorité des islamistes arrêtés sont des Mozambicains. Il a ajouté qu'il y avait aussi des Congolais, des Somaliens, Ougandais et Kényans. Le mouvement est épaulé par la branche de l'État islamique en Afrique centrale, aussi présent dans le nord-est de la RDC. L'armée mozambicaine semble incapable de contenir l'insurrection qui contrôle désormais un port et une partie de la côte du Cabo Delgado proche d'un énorme investissement gazier. Le chef d'État mozambicain a expliqué qu'il avait reçu des offres d'aide du monde entier, mais le Mozambique qui a fait appel à des mercenaires sud-africains ne veut pas d'intervention extérieure. « C'est à nous d'être en première ligne pour défendre notre pays » a conclu le président.
(Radio Vatican, le 17-12-2020)

Les États-Unis frappés par une grave cyberattaque selon l'agence américaine en charge de la cybersécurité...

« La cyberattaque qui frappe les États-Unis représente un risque grave. Les mesures pour la combattre seront extrêmement complexes ». Cette rhétorique alarmiste est celle de l'agence américaine en charge de la cybersécurité. En mars dernier, des pirates avaient profité de la mise à jour d'un logiciel de surveillance pour s'infiltrer chez ses utilisateurs dans plusieurs pays, mais en particulier au sein de différents ministères américains, ceux du Trésor, du Commerce ou de l'Énergie. Jusque-là les auteurs de cette attaque n'ont pas été formellement identifiés, mais Washington précise qu'il s'agit d'un adversaire patient, concentré, aux ressources financières importantes. Tout porte à croire, selon Microsoft, qu'il y a derrière cette offensive un acteur étatique. La Russie pointée du doigt a déjà démenti toute implication. L'affaire est grave en termes de sécurité nationale, certains évoquant de possibles prises de contrôle des infrastructures, ce qui rend le silence de Donald Trump d'autant plus pesant car cette cyberattaque découverte la semaine dernière n'a pas suscité le moindre commentaire à la Maison-Blanche.
(Radio Vatican, le 19-12-2020)

En Grèce, forte augmentation du budget destiné à l'armement...

Concernant le budget 2021 adopté par le parlement grec, l'enveloppe destinée à l'armement s'élèvera à 2,5 milliards d'euros soit une somme cinq fois supérieure à celle qui a été consacrée aux armes cette année. Le Premier ministre grec Mitsotakis justifie cette hausse par les tensions avec la Turquie sur les gisements gaziers en Méditerranée orientale.
(Deutsche Welle, le 16-12-2020)

Aux Philippines, un Kényan soupçonné d'avoir préparé un attentat similaire à celui du 11 septembre extradé aux États-Unis...

Cholo Abdi Abdullah, un Kényan proche des islamistes somaliens shabaab, arrêté en 2019 aux Philippines, a été transféré aux États-Unis a annoncé mercredi la justice américaine qui l'accuse d'avoir préparé un attentat visant à écraser un avion sur un bâtiment comme pour les attentats du 11 septembre. Selon la procureure fédérale de Manhattan Audrey Strauss, Cholo Abdi Abdullah, qui agissait sur ordre de la direction des shabaab affiliés à Al-Qaïda, s'était formé au pilotage aux Philippines en vue de détourner un avion de ligne et de l'écraser sur un bâtiment américain.

(La voix de l'Amérique, le 17-12-2020)

Le vice-gouverneur de Kaboul tué dans un attentat à la bombe...

Un attentat à la bombe dans la capitale afghane a tué le vice-gouverneur de Kaboul, mardi, ont déclaré les responsables de la sécurité, ajoutant qu'une bombe magnétique avait été fixée à sa voiture par des assaillants inconnus. Mahboobullah Mohebi, le vice-gouverneur, voyageait avec ses gardes de sécurité lorsque l'explosion s'est produite. Deux gardes ont été blessés dans l'explosion. Aucun groupe militant n'a revendiqué la responsabilité immédiate de l'explosion. La semaine dernière, un procureur du gouvernement afghan a été abattu dans l'est de Kaboul alors qu'il se rendait à son travail.

(All India Radio, le 15-12-2020)

En Afghanistan, l'un des vice-gouverneurs de la province de Kaboul et son secrétaire ont été tués ce mardi dans la capitale afghane dans l'explosion d'une bombe magnétique fixée à leur voiture. Quelques heures après leur assassinat, le vice-président du conseil provincial de la province de Ghor, dans le centre du pays, Abdul Rahman Akshan a été lui aussi tué dans les mêmes circonstances selon les autorités afghanes.

(Deutsche Welle, le 15-12-2020)

L'armée algérienne aurait déjoué un plan de redéploiement du groupe terroriste Al-Qaïda au Maghreb islamique...

Un islamiste armé qualifié de dangereux terroriste a été capturé dans le cadre d'une opération anti-djihadiste à Jijel, dans le nord-est de l'Algérie, a annoncé jeudi le ministre algérien de la Défense. C'est dans la même région que trois islamistes armés, des vétérans du djihad en Algérie, ainsi qu'un sergent-chef de l'armée, avaient été tués dans un sérieux accrochage début décembre. Selon la presse officielle, l'armée aurait ainsi déjoué un plan de redéploiement de l'organisation Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) après la mort de son chef, l'Algérien Abdelmalek Droukdel, tué en juin par les forces armées françaises dans le nord du Mali.

(La voix de l'Amérique, le 18-12-2020)

Un militaire malien tué et plusieurs blessés après l'explosion d'une mine artisanale au passage de leur véhicule...

Un soldat malien a été tué et cinq blessés dans l'explosion d'une mine artisanale au passage de leur véhicule sur l'axe reliant Gao à la région de Mopti, a indiqué mercredi l'armée malienne. « Dans la matinée du mardi 15 décembre 2020 aux environs de 08h24, au cours d'une mission de patrouille sur la RN16, un véhicule du RCP (Régiment des Commandos Parachutistes) a sauté sur un engin explosif improvisé, faisant un mort et cinq blessés » ont indiqué les Forces armées maliennes sur les réseaux sociaux. L'armée n'a pas précisé l'endroit précis de l'explosion. Le centre et le nord du Mali, comme le Burkina Faso et le Niger voisins, sont frappés par des violences djihadistes depuis 2012. Des groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation État islamique montent des embuscades et des attaques contre des camps militaires et posent des engins explosifs artisanaux le long des axes routiers, faisant des victimes civiles et militaires.

(Africa Radio, le 17-12-2020)

Dans le sud-est du Niger, au moins vingt-sept morts dans une attaque revendiquée par Boko Haram...

Le groupe djihadiste nigérian Boko Haram a revendiqué l'attaque sanglante dans la région de Diffa, dans le sud-est du Niger, proche du Nigeria, qui a fait au moins vingt-sept morts ce week-end. « Nous, combattants de Jama'atu Ahlissunnah lid Da'awati Wal Jihad, sous le commandement d'Abubakar

Shekau, informons le monde que nous sommes responsables de l'attaque sur la ville de Diffa, en République du Niger » déclare un djihadiste le visage recouvert d'un turban en camouflage, dans une vidéo de propagande envoyée dimanche soir. « C'est pour vous prévenir qu'à l'approche des festivités d'infidèles, il n'y aura pas de paix » annonce-t-il à une dizaine de jours des fêtes chrétiennes de Noël, souvent meurtrières dans le nord-est du Nigeria, bastion du groupe. Au moins vingt-sept personnes ont été tuées dans la nuit de samedi à dimanche au cours d'une attaque dans la région de Diffa, survenue le jour des élections municipales et régionales au Niger. Entre 800 et 1 000 maisons ont été incendiées par les assaillants selon des sources locales, et de nombreuses personnes sont mortes brûlées vives dans une attaque particulièrement barbare.

(Africa Radio, le 14-12-2020)

Le Portugal en passe de mettre en place un programme de formation destiné à l'armée mozambicaine...

Le Portugal va envoyer une mission militaire logistique et d'encadrement au Mozambique, dans la province riche en gaz de Cabo Delgado, frappée par un grave conflit provoqué par les terroristes du groupe Al-Shabaab. L'insurrection dans le nord du pays a commencé en 2017, précisément au moment où les multinationales comme Total, ExxonMobil ou encore ENI, allaient lancer l'exploitation des ressources naturelles du pays. Dès janvier prochain, des militaires portugais se rendront au Mozambique pour mettre en place un programme de formation destiné à l'armée mozambicaine. Les brigades d'intervention rapide, les forces de contrôle aérien et la défense contre les cyberattaques sont concernées par cette formation. Joao Cravinho, le ministre portugais de la Défense, qui se trouve actuellement à Maputo, souhaite établir un nouvel accord de coopération bilatérale de défense. « Le dialogue avec les autorités mozambicaines a été très positif, très pratique. Nous avons parlé de la manière dont nous pourrions travailler ensemble » s'est félicité M. Gomes Cravinho à l'issue d'une visite au Mozambique, une ancienne colonie portugaise. Lisbonne, qui va prendre la présidence de l'Union européenne en janvier prochain, veut mobiliser les Occidentaux sur la situation au Mozambique qui menace toute l'Afrique de l'Est, et souhaite même une intervention de l'ONU.

(Press TV, le 16-12-2020)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

En Corée du Sud, adoption d'un amendement au projet de loi sur le Service national de renseignement...

Malgré une forte contestation de l'opposition, l'amendement du projet de loi sur le Service national du renseignement (NIS) a été adopté hier en séance plénière. Ainsi, le débat illimité lancé le 10 décembre par le Parti du pouvoir du peuple (PPP) a également pris fin. Selon le Minjoo, le parti au pouvoir, l'obstruction qu'a menée le camp conservateur dans un contexte où le pays enregistre plus de 1 000 nouveaux cas de Covid-19 est un gaspillage des ressources publiques. La nouvelle disposition contestée sur le NIS consiste à transférer à la police le pouvoir de cette agence d'espionnage de mener des enquêtes anticommunistes. Juste après le passage de ce texte, le principal parti de l'opposition a lancé une obstruction pour un autre projet de loi visant à interdire l'envoi de tracts anti-P'yongyang. En cas de non-respect, la peine peut aller jusqu'à trois ans de prison. Le parti présidentiel a immédiatement déposé une motion pour mettre fin à cette obstruction. Rappelons que le bras de fer entre les partis rivaux se poursuit. Le projet de révision de la loi relative à l'agence chargée d'enquêter sur les crimes impliquant de hauts fonctionnaires, déjà adopté, sera soumis demain à l'approbation du conseil des ministres. Si tout va bien, le comité de recommandation des candidats à la tête de cette entité pourrait choisir deux finalistes dans le courant de la semaine.

(KBS World Radio, le 14-12-2020)

Selon *Der Spiegel*, huit membres du FSB seraient impliqués dans l'empoisonnement d'Alexei Navalny...

Selon les recherches de plusieurs médias, l'opposant russe Alexei Navalny aurait été empoisonné dans le cadre d'une opération complexe par des agents des services secrets russes. Huit employés du FSB ont été identifiés, a rapporté le magazine *Der Spiegel* qui fait partie du réseau de recherche. Selon le rapport, Alexei Navalny était déjà visé par le FSB depuis 2017. Il s'était effondré lors d'un vol vers Moscou à la mi-août et avait ensuite été transporté à l'hôpital universitaire de la charité à Berlin. Navalny a été empoisonné avec un agent neurotoxique développé en Union soviétique.

(Deutsche Welle, le 14-12-2020)

La Russie parle d'une enquête comique, c'est ainsi que Moscou décrit les travaux et publications récentes de plusieurs médias sur l'empoisonnement de l'opposant Alexeï Navalny. Une enquête publiée cette semaine qui affirme que des experts en armes chimiques des services spéciaux russes ont suivi Alexeï Navalny des années durant, notamment le jour de son empoisonnement présumé cet été en Sibérie. L'opposant russe avait été gravement blessé, transféré et soigné en Allemagne.
(*Deutsche Welle, le 16-12-2020*)

En Israël, nomination d'un nouveau chef du Mossad...

Israël se dote d'un nouveau chef du Mossad. Hier le Premier ministre Benjamin Netanyahu a annoncé la nomination du futur successeur de Yossi Cohen, l'actuel patron des services de renseignement qui a joué un rôle clé dans la normalisation entre Israël et les pays arabes. Comme c'est toujours le cas l'identité du futur patron du Mossad restera inconnue jusqu'à ce qu'un comité ministériel ne valide sa nomination. Dans un communiqué, les bureaux de Benjamin Netanyahu ne dévoilent que peu d'informations à son sujet. La première lettre de son prénom « D » et son titre actuel, directeur adjoint des services secrets. Le nouveau chef des services de renseignement israéliens entrera en fonction au mois de juin. Il succédera à Yossi Cohen en poste depuis 2015 et artisan du récent rapprochement d'Israël avec plusieurs pays arabes. Il y a quelques semaines ce dernier aurait même accompagné Benjamin Netanyahu lors d'une visite secrète en Arabie saoudite pour rencontrer le prince héritier, Mohamed Ben Salmane.
(*Radio Vatican, le 16-12-2020*)

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré mardi qu'il avait choisi le chef adjoint du Mossad comme prochain chef de l'agence d'espionnage. Le fonctionnaire, qui n'a été identifié que par la lettre hébraïque « *Dalet* », a été décrit dans une déclaration du cabinet du Premier ministre comme ayant beaucoup d'expérience et un bilan remarquable. Le communiqué a ajouté que sa nomination avait été soumise à la Commission Goldberg, qui examine les candidats aux postes de responsabilité. « Le Mossad a de grands et importants défis à relever pour préserver la sécurité de l'État d'Israël. Nous attendons l'approbation de la Commission Goldberg et souhaitons à *Dalet* plein de succès dans ses fonctions » a affirmé le ministre de la Défense, Benny Gantz. Si la candidature est approuvée, *Dalet* succédera à Yossi Cohen, un proche confident de M. Netanyahu qui a été le conseiller du Premier ministre à la sécurité nationale avant de devenir chef du Mossad en janvier 2016. Son mandat à la tête du Mossad devait prendre fin en janvier, mais M. Netanyahu a annoncé en juillet dernier qu'il le prolongerait jusqu'en juin 2021. M. Cohen a été l'envoyé principal de M. Netanyahu pour les missions diplomatiques les plus délicates du gouvernement et a joué un rôle de premier plan dans les récents accords de normalisation avec les Émirats arabes unis et Bahreïn.
(*I24News, le 16-12-2020*)

La présence grandissante de membres du Parti communiste chinois dans de grandes entreprises étrangères inquiète...

« La Chine est la plus grande menace pour la démocratie et la liberté dans le monde » affirmait le 3 décembre John Ratcliffe, chef du renseignement américain, dans une tribune publiée par le *Wall Street Journal*. Les révélations sur l'infiltration massive d'adhérents du Parti communiste chinois dans de nombreuses entreprises et institutions occidentales et particulièrement britanniques confirmeraient-elles cette allégation ? Un consortium de journaux réunissant le *Daily Mail*, *De Standaard*, *The Australian* et un éditeur suédois a révélé le 12 décembre une gigantesque fuite de 1,95 million de noms d'adhérents du Parti communiste, prélevée dans un serveur informatique de Shanghai en 2016 par un opposant chinois. Cette liste a été transmise à l'Alliance interparlementaire sur la Chine (IPAC), un groupe politique de travail axé sur Pékin, pour être finalement publiée. Un nombre important d'adhérents du Parti communiste chinois qui y apparaissent s'avère travailler au sein d'universités et de consulats occidentaux, mais également dans des secteurs stratégiques tels que la Défense, les banques ou encore l'industrie pharmaceutique. Astra Zeneca et Pfizer, deux firmes impliquées dans l'élaboration du vaccin contre la Covid-19 sont concernées. Le *Daily Mail* évoque le chiffre de 600 membres du PCC qui travailleraient dans dix-neuf filiales des géants bancaires britanniques HSBC et Standard Chartered. Enfin, les industriels Airbus, Boeing, Thales, Rolls-Royce sont également touchés. Appartenir au Parti communiste chinois ne signifie pas pour autant pratiquer systématiquement l'espionnage. Le quotidien britannique nuance ainsi ces fracassantes révélations, soulignant qu'il n'y a aucune preuve pour le moment qu'un quelconque membre sur cette liste ait

espionné pour le compte de la Chine. Toutefois, depuis plusieurs années, plusieurs médias français se sont fait l'écho de l'inquiétude de grandes entreprises étrangères face à la présence croissante du parti dans leurs entités selon *RFI* et d'interférences selon *Les Échos*, un renforcement qui aurait été mis en place par Xi Jinping.

(Radio Sputnik, le 16-12-2020)

L'Alliance interparlementaire sur la Chine (IPAC) a pu avoir accès, en septembre 2020, à une liste de 1,95 million de membres du Parti communiste chinois (PCC), une liste extraite d'un serveur de Shanghai obtenue par un opposant chinois en 2016. L'IPAC a pu confirmer la source et la véracité des informations, et a ensuite transféré la liste à un consortium de médias internationaux pour enquêter. La liste montre que des membres du PCC travaillaient, du moins au moment de la fuite, dans des entreprises et des institutions étrangères dans le secteur de l'industrie et dans le domaine académique, politique et diplomatique, et notamment dans au moins dix consulats étrangers à Shanghai selon *The Australian*. *RFI* a également rapporté que plusieurs grandes entreprises taïwanaises étaient concernées, et notamment Formosa Plastic Group, qui compte 25 membres du PCC dans sa branche au Vietnam, et le groupe Delta Electronics, avec 225 membres du PCC en son sein. Un chercheur de l'Academia Sinica a observé que depuis 2012 et l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, le gouvernement chinois demandait aux entreprises taïwanaises de participer davantage à la formation d'un groupe du PCC au sein des entreprises, précisant que cette fuite venait confirmer cette information.

(Radio Taïwan international, le 17-12-2020)

Les États-Unis en passe d'inculper un ancien membre des services de renseignement libyens accusé de terrorisme...

Le ministère américain de la Justice doit prochainement inculper un Libyen, Abou Agila Mohammad Massoud, soupçonné d'avoir participé à l'attentat de Lockerbie en Écosse qui avait fait 270 morts en 1988, ont indiqué mercredi des médias américains. Membre des services de renseignement de l'ancien dirigeant libyen Moammar Kadhafi, Abou Agila Mohammad Massoud est soupçonné d'avoir assemblé la bombe qui a explosé à bord du Boeing 747 de la compagnie américaine Pan Am au-dessus de la petite ville écossaise de Lockerbie il y a presque 32 ans, le 21 décembre 1988. Abou Agila Mohammad Massoud est actuellement détenu en Libye. Selon le *Wall Street Journal*, les États-Unis tentent d'obtenir son extradition pour le juger.

(La voix de l'Amérique, le 17-12-2020)

Arrestation d'un employé grec du consulat turc de Rhodes accusé d'espionnage...

La Turquie a condamné l'arrestation d'un employé du consulat turc à Rhodes par les autorités grecques. C'est ce qui ressort d'un communiqué diffusé par le ministère turc des Affaires étrangères, vendredi. Sebahattin Bayram, citoyen grec travaillant comme secrétaire au consulat de Turquie à Rhodes, a été arrêté dans le cadre d'une enquête pour espionnage et de prise de photos de navires. La diplomatie turque a condamné cette arrestation qui piétine les accords internationaux. « La Grèce a violé le droit à la liberté et à la sécurité, ainsi que la vie privée et la vie familiale de notre employé de nationalité grecque, garantis par la convention de Vienne sur les relations consulaires et la Convention européenne des droits de l'Homme » lit-on dans le communiqué. Le ministère est aussi préoccupé par les diffusions dans les médias grecs qui visent nos représentations et notre personnel en Grèce, ainsi que notre employé et sa famille, en violant la présomption d'innocence. La diplomatie turque a dit avoir lancé les démarches nécessaires auprès des autorités grecques contre cette enquête qui, selon les estimations, a été planifiées par les groupes qui cherchent à attiser la tension dans les relations avec la Turquie.

(La voix de la Turquie, le 18-12-2020)

... MILITAIRE ...

Test réussi pour le premier système de défense aérienne de fabrication turque HİSAR-A+...

Le premier système de missiles de défense aérienne national et domestique *HİSAR-A +*, développé par l'Industrie électronique militaire (ASELSAN) et ROKETSAN, a été testé avant de rejoindre l'inventaire. Le président Recep Tayyip Erdogan a annoncé que le test d'acceptation final de *HİSAR-A +*, le premier système de missiles de défense aérienne national et domestique développé par ASELSAN et ROKETSAN, en coordination avec la présidence de l'industrie de la défense, a été effectué. Le message vidéo publié sur le compte *Twitter* de la présidence de l'industrie de la défense, informe que

l'avion-cible à grande vitesse a été touché avec succès à longue distance lors du tir réalisé à l'aide d'une ogive développée par TÜBITAK SAGE. La vidéo partagée par la présidence contient aussi des images des tests de tir de HİSAR-A+ ainsi que le message suivant : « Maintenant HİSAR A + est prêt. Qu'il soit profitable ».

(La voix de la Turquie, le 17-12-2020)

Un nouveau navire de classe *Tuo Chiang* baptisé par la présidente de Taïwan...

Hier, la présidente de la République, Tsai Ing-wen, s'est rendue à Yilan pour le baptême du nouveau navire militaire *Ta Chiang* de la classe *Tuo Chiang* (PPG-618), construit localement. Le bateau fait 60,4 mètres de long sur 14 mètres de large et peut accueillir un équipage de 41 personnes. Il peut atteindre une vitesse maximale de 40 nœuds et a une autonomie de 2 000 milles marins (3 700 kilomètres). Il est armé de huit subsoniques *Hsiung Feng II* et de huit lanceurs supersoniques de missiles anti-navires *Hsiung Feng III*. Dans la même soirée, la chef de l'État a révélé sur son compte *Facebook* qu'un nombre total de six navires de cette même série seraient bâtis d'ici 2023. Aujourd'hui au Parlement, le vice-ministre de la Défense Chang Che-ping a confirmé l'accélération du projet. « Compte tenu de la situation tendue dans le détroit, nous avons négocié avec le constructeur pour qu'il construise six autres bateaux d'ici 2023. Ce dernier pense qu'il est en mesure d'y parvenir » a déclaré Chang Che-ping. Le vice-ministre a précisé que cette accélération de projet n'impliquerait aucun budget supplémentaire.

(Radio Taïwan international, le 17-12-2020)

Moscou et Pékin prolongent l'accord relatif aux notifications de lancement de missiles balistiques...

La Chine et la Russie ont signé mardi un protocole pour prolonger un accord entre les deux pays sur les notifications de lancement de missiles balistiques et de porte-missiles spatiaux. La validité de l'accord sera prolongée de dix ans supplémentaires. Dans une déclaration publiée par le ministère chinois de la Défense, les deux parties ont souligné que la signature du protocole approfondira encore la coordination stratégique globale entre les deux pays. Un porte-parole a déclaré qu'un accord sur les notifications de lancement de missiles était d'une importance positive pour renforcer la confiance stratégique mutuelle et éviter les erreurs de calcul stratégique. Le conseiller d'État chinois et ministre de la Défense, le général Wei Fenghe, et le ministre russe de la Défense, Sergei Shoigu, ont signé le protocole par vidéoconférence. La Russie, l'Inde et la Chine font partie d'un groupe trilatéral, connu sous le nom de RIC. L'année 2020 célèbre le vingtième anniversaire de la signature officielle de la Déclaration de partenariat stratégique entre la Russie et l'Inde.

(All India Radio, le 17-12-2020)

Quatre militaires soudanais tués dans une embuscade à la frontière éthiopienne...

Le chef de l'armée soudanaise s'est rendu jeudi dans l'est du pays, à la frontière avec l'Éthiopie, où l'armée dit avoir perdu des soldats dans une embuscade. Selon une source gouvernementale soudanaise, le général Abdel Fattah Al-Burhane, qui préside aussi la plus haute instance exécutive du pays, est arrivé à Gedaref pour y effectuer une visite sécuritaire. La presse locale a fait état jeudi de la mort de quatre soldats soudanais, tandis que douze autres auraient été blessés dans l'embuscade. Aucun bilan officiel n'a été fourni par Khartoum. Mercredi, l'armée avait rapporté des pertes humaines et matérielles après une embuscade menée par des forces armées des milices éthiopiennes. Le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok a indiqué dans un communiqué que le gouvernement appuie les forces armées. Il a effectué une visite à Addis Abeba dimanche et s'est entretenu avec son homologue éthiopien au sujet du tracé de la frontière entre les deux pays. De son côté, Addis Abeba a tenu à minorer l'importance de l'embuscade, affirmant que l'incident ne menaçait pas la relation entre les deux pays.

(La voix de l'Amérique, le 18-12-2020)

Le Japon en passe de développer un nouveau type de missile à longue portée...

Le gouvernement japonais a décidé de mettre au point un nouveau type de « missile de combat » à longue portée capable d'atteindre des cibles, tout en restant hors de portée de l'ennemi. Le gouvernement a approuvé la nouvelle politique de défense antimissile lors d'un conseil des ministres ce vendredi. La décision gouvernementale n'aborde pas directement la question de la détention par le Japon de moyens d'attaquer des bases ennemies afin de détruire des missiles balistiques se trouvant à

l'intérieur du territoire de ses adversaires. Elle mentionne simplement que le gouvernement va continuer à étudier le renforcement des capacités de dissuasion du Japon. Les « missiles de combat » seraient capables d'attaquer des cibles en dehors de la portée de tir de leur adversaire. Le gouvernement prévoit d'augmenter substantiellement la portée des missiles antinavires existants utilisés par les Forces terrestres d'autodéfense. Les nouveaux missiles à longue portée seraient également capables d'être lancés depuis des navires et des avions. La nouvelle stratégie de défense antimissile comprend aussi la construction de deux navires équipés du système Aegis antimissile balistique. Il s'agit d'une alternative au projet désormais abandonné de déploiement d'un système terrestre de défense antimissile surnommé Aegis Ashore. Le ministre japonais de la Défense, Kishi Nobuo, a expliqué que le Japon devait se doter d'un système de défense antimissile robuste étant donné les menaces de plus en plus graves représentées par les missiles nord-coréens. M. Kishi a déclaré vendredi à la presse que le gouvernement allait sérieusement envisager le type d'équipement à monter sur les nouveaux navires Aegis et la façon dont il devrait être utilisé en prenant en compte la nature changeante de la situation actuelle.

(Radio Japon international, le 18-12-2020)

... CYBERESPACE ...

Plusieurs dizaines d'entreprises israéliennes cibles d'une attaque informatique...

Quarante entreprises israéliennes ont subi, dimanche, une cyberattaque, rapportent des médias israéliens. Le site israélien privé *Walla!* a fait savoir que quarante entreprises clientes de la société de logiciels Amital, ont été endommagées suite à la dernière cyberattaque. « Il est possible qu'un État ou des éléments hostiles, se trouvent derrière cette cyberattaque » a estimé, sans fournir plus de détails, un haut responsable dans l'industrie internet, cité par *Walla!*. Le site a évoqué de vives craintes que l'attaque ne perturbe l'expédition des colis et des cargaisons vers Israël. La société Amital commercialise des programmes auprès d'entreprises dans le domaine du courtage en douane. Jusqu'à présent, le gouvernement israélien n'a pas émis de déclaration immédiate concernant cette cyberattaque. Ce n'est pas la première fois qu'Israël est exposé à une cyberattaque. Au cours de cette année, l'Autorité nationale des eaux a été victime trois fois d'une cyberattaque, en trois mois.

(La voix de la Turquie, le 15-12-2020)

En République tchèque, mise en ligne d'un nouveau site destiné à lutter contre la désinformation liée au coronavirus...

Un nouveau site internet appelé *Infomore.cz*, dont le but est de limiter la diffusion de désinformations relatives aux épidémies et plus particulièrement à celle du coronavirus, a été lancé en République tchèque. Il est le fruit d'une coopération de la Faculté des sciences sociales de l'Université Charles, de la Faculté de médecine de l'université Masaryk à Brno et de la société Newton Media. La mise en œuvre de ce projet doit permettre de mettre à nu le mauvais traitement journalistique de certaines données, l'usage d'exemples et de comparaisons inadaptés ou encore une connaissance insuffisante de la terminologie médicale. « Nous entendons consacrer les prochains mois à l'analyse de la couverture médiatique de la pandémie, de montrer les bons et les mauvais exemples de traitement d'une information » a expliqué un des responsables, le journaliste de la télévision tchèque Vaclav Moravec.

(Radio Prague international, le 17-12-2020)

Twitter en passe de lancer une vaste offensive contre les fausses informations sur les vaccins...

Twitter lance une offensive contre les fausses informations sur les vaccins. À partir de la semaine prochaine les fausses informations les plus nuisibles seront effacées et les *Tweets* avec des informations douteuses seront étiquetés comme tels. Dans la ligne de mire de l'entreprise, surtout les messages qui relaient les théories du complot au sujet des vaccins anti-covid. *Facebook* et *YouTube* ont déjà annoncé des mesures similaires.

(Deutsche Welle, le 17-12-2020)

Aux États-Unis, le département de l'Énergie confirme avoir été la cible d'une attaque informatique...

Le gouvernement américain a émis une alerte au sujet d'un piratage présumé. Le département de l'Énergie est la dernière agence fédérale à confirmer une cyberattaque. D'autres agences, dont le département du Commerce, avaient été auparavant ciblées. Les médias américains affirment que des

pirates liés au gouvernement russe pourraient être impliqués. Le département de l'Énergie a annoncé jeudi qu'un logiciel malveillant avait été détecté dans ses systèmes. Le logiciel malveillant était isolé dans les réseaux commerciaux et n'a pas eu d'incidence sur les fonctions de sécurité nationale, notamment la gestion de l'arsenal nucléaire. L'Agence pour la cybersécurité et la sécurité des infrastructures a publié une déclaration décrivant les contre-mesures à prendre. D'après cette administration, les attaques ont commencé dès le mois de mars. Elles ont ciblé des comptes de messagerie appartenant à certains membres importants du personnel. L'agence affirme que la menace présente un risque grave pour les gouvernements fédéral et locaux ainsi que pour les infrastructures essentielles. Elle appelle les organismes gouvernementaux et les organisations du secteur privé à déconnecter les appareils concernés. Le président élu, Joe Biden, a chargé son équipe de transition de se pencher sur le problème.

(Radio Japon international, le 18-12-2020)

En République tchèque, l'ancien directeur de l'Agence nationale pour la sécurité informatique dénonce les méthodes employées par Pékin...

Dans un entretien accordé à *Deník N*, l'ancien directeur de l'Agence nationale pour la sécurité informatique et cybernétique (NUKIB), Dusan Navratil dénonce les méthodes employées par Pékin et par certains responsables tchèques après l'avertissement par l'agence en 2018 des potentiels dangers posés par la participation des sociétés chinoises Huawei et ZTE aux infrastructures technologiques clés du pays. Démis de ses fonctions un an après, en 2019, M. Navratil affirme avoir été suivi dans la rue par des agents chinois « pour lui faire peur » et subi des pressions notamment de la part de l'entourage du président de la République et du Premier ministre tchèques. Il se dit soulagé que ce soit finalement l'entreprise suédoise Ericsson qui ait été choisie par le Tchèque CETIN pour la mise en place de la 5G dans le pays. Le NUKIB a par ailleurs lancé vendredi une alerte concernant les logiciels de la firme américaine SolarWinds en relation avec la cyberattaque de grande ampleur dont sont victimes les États-Unis cette semaine, une attaque assez clairement orchestrée par les Russes, selon le secrétaire d'État américain Mike Pompeo.

(Radio Prague international, le 19-12-2020)

Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30